

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Relance économique : le FMI en mission d'évaluation à Libreville

**LE** Gabon a-t-il utilisé à bon escient les fonds alloués par le Fonds monétaire international dans sa stratégie de lutte contre la pandémie de Covid-19 ? Le Plan de relance économique du gouvernement soumis à l'approbation du Fonds porte-t-il réellement ses fruits ? Les exigences du Fonds en matière de gestion budgétaire et de réformes sont-elles respectées par l'exécutif ? C'est, entre autres, la feuille de route de la délégation du Fonds qui séjourne du 12 au 20 mai à Libreville.

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

ALORS que la société civile, notamment le Copil citoyen, réclame à cor et à cri un audit global sur la gestion des fonds Covid débloqués par les bailleurs de fonds, une mission d'inspection du Fonds monétaire international séjourne du 12 au 20 mai à Libreville.

Selon le bureau local du Fonds, il sera question de faire le point sur l'évolution du programme du Mécanisme élargi de crédit (MEDC).

En effet, les services du FMI et les autorités gabonaises avaient conclu, le 9 juin 2021, un nouveau programme de trois ans pour soutenir la politique économique et les efforts de réformes du gouvernement visant à renforcer la réponse du pays à la pandémie de Covid-19, et à jeter les bases d'une croissance forte, durable et inclusive.

Cet appui budgétaire du Fonds au profit du Gabon porte sur une enveloppe triennale de 580 millions de dollars (319 milliards de francs CFA) avec six évaluations semestrielles.

Il sera donc question pour la



Photo : Maixent Ntoutoume/L'Union

**Des membres de la mission du FMI ici en octobre 2019 à l'immeuble Arambo de Libreville.**

délégation du FMI de faire un premier bilan de l'utilisation de ces fonds et de jauger la capacité du gouvernement à atteindre les objectifs macro-économiques fixés par les deux parties lors de la signature de cet accord.

Déjà, lors de sa dernière mission d'évaluation à Libreville (du 8 au 14 décembre 2021) relative aux discussions sur la première revue de l'accord élargi au titre (MEDC), le chef de la délégation du FMI, Boileau Loko avait, une

nouvelle fois, invité le gouvernement à faire preuve d'une transparence totale dans la gestion des fonds alloués pour la riposte contre le coronavirus.

" Les services du FMI soulignent l'urgence (...) de publier le rap-

port d'audit des dépenses liées à la pandémie de Covid-19, et d'explorer les voies et moyens pour la publication des noms et nationalités des bénéficiaires des marchés publics ", avait insisté Boileau Loko.

Une exigence que semble n'avoir pas encore rempli le gouvernement, au regard des hésitations ou du refus de l'assemblée nationale a publié le rapport d'enquête parlementaire sur la gestion des fonds Covid-19. La chambre basse du parlement aurait évoqué, dit-on, de nombreuses anomalies, lesquelles auraient également été constatées par le cabinet Ernst et Young, rapporte-on.

**TRANSPARENCE**• Pourtant, dans une lettre d'intention adressée, le 23 juillet 2020, au directeur général du Fonds monétaire international, le ministre de l'Économie et de la Relance de l'époque, Jean-Marie Ogan-daga, s'était engagé, au nom du gouvernement, à fournir un mécanisme de rapport distinct pour les dépenses Covid-19 et de tous les fonds reçus pour lutter contre la pandémie, afin d'assurer une comptabilité transparente.

Cet engagement devait comprendre la publication en ligne de tous les contrats de marchés publics y relatifs, conformément au Code des marchés publics en vigueur, accompagnés des informations sur les bénéficiaires de ces contrats dans les trente jours suivant chaque attribution de marché, et la publication en ligne des rapports sur l'exécution de ces marchés publics.

" Nous confierons à un cabinet réputé, la réalisation d'un audit indépendant de toutes les dépenses publiques et des appels d'offres liés à la pandémie, qui sera finalisé avec le soutien de la Cour des comptes, dont l'indépendance est inscrite dans la Constitution et notre loi organique relative aux finances publiques ", avait promis Jean-Marie Ogan-daga.

### Contrepoint

## Pas de transparence, pas d'argent ?

MSM  
Libreville/Gabon

L'ABSENCE de la publication du rapport d'audit du cabinet Ernst et Young sur la gestion des fonds Covid serait-elle à l'origine du retard (ou de la suspension) dans le déblocage des fonds alloués au Gabon dans le cadre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) ? C'est ce qu'affirme la plate-forme Copil Citoyen qui espère avoir des discussions avec la mission

d'évaluation du Fonds sur cette problématique.

En effet, à défaut d'avoir un rapport officiel de l'exécutif validé par le Parlement, le Copil citoyen a décidé de produire son propre rapport d'audit.

D'après le résultat de son enquête basée exclusivement, précise la plate-forme, sur des factures et ordres de paiement publiés sur le site internet du ministère de l'Économie, le gouvernement n'aurait dépensé que 56 milliards de FCFA alors que durant la pé-

riode, le Gabon a... mobilisé 503 milliards de FCFA pour lutter contre la pandémie.

Sur ces sommes publiées, la société civile dit avoir constaté des surfacturations et des factures payées pour des services non effectués.

Après plusieurs auditions à l'Assemblée nationale, le gouvernement affirme – tant bien que mal – avoir utilisé cette manne financière dans les bonnes règles de l'orthodoxie financière

" Le gouvernement n'a rien à

cache. Si des comportements blâmables ou répréhensibles sont relevés, les auteurs en répondront devant les instances ", avait indiqué le porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie By-Nze.

Dans tous les cas, le gouvernement gagnerait à faire toute la lumière sur ces graves accusations et rassurer les bailleurs de fonds sur la bonne utilisation de toutes les aides financières dont il a bénéficié.